



sans détour

# Eh bien, allons-y!

**JUIN 2010.** Voilà. Cette fois, les résultats des élections sont clairs. La Flandre a privilégié un parti nettement à droite et clairement nationaliste, la N-VA. Les Francophones, et plus spécialement les Wallons, ont remis en selle un parti socialiste qui, au-delà de plusieurs errements regrettables ces dernières années, est apparu comme une garantie solide à la fois dans le débat institutionnel et dans la préservation d'acquis sociaux et économiques que la crise n'a pas fini de cibler.

Voilà donc, en quelque sorte, le mariage de l'eau et du feu. Et l'illustration éclatante de ce que nous affirmons, à la FGTB Métal Liège-Luxembourg mais aussi dans nos structures wallonnes de la MWB : Flamands et Francophones vivent dans un monde différent. C'est aussi le discours de De Wever? Oui. Sur ce point (et peut-être sur ce point-là seulement), je suis d'accord avec le patron de la N-VA.

La situation économique de la Flandre est tout à fait différente de celle de la Wallonie. Et les remèdes aux problèmes doivent être différents. Le plan Marshall n'aurait eu aucun sens en Flandre. La suppression des mécanismes de prépension n'est pas une option pour notre région où le taux de chômage des jeunes continue à crever les plafonds. Le contrôle des chômeurs obéit à des mécanismes différents au Nord et au Sud, parce que la structure du chômage est différente. Et ce ne sont que trois exemples d'un catalogue dont l'énumération prendrait à elle seule la totalité de ce texte.

Dès lors, allons-y. Que les Francophones se jettent à l'eau et participent, eux aussi, de manière active, à un nouveau redécoupage du gâteau Belgique. Certes il ne faut pas toucher à la sécurité sociale, non pas au nom de l'unité du pays, mais tout simplement parce qu'il s'agit d'un mécanisme collectif qui fonctionne d'autant mieux qu'il concerne un maximum de gens, les difficultés des uns étant compensées par les bénéfices des autres. Diviser ces mécanismes-là, c'est incontestablement réduire le niveau des prestations. C'est sûrement un rêve libéral, mais cela ne peut être le nôtre. C'est seulement dans un cadre européen qu'on pourra toucher à la sécu, ce qui veut dire que ce n'est pas pour demain.

Mais pour tout le reste... Ce qui existe encore comme matières économiques fédérales, l'emploi, le travail... Qu'est-ce qui empêcherait que les commissions paritaires soient fédéralisées? Une caissière de Carrefour n'a déjà plus, aujourd'hui,

les mêmes revenus en Flandre qu'en Wallonie. Un sidérurgiste d'ArcelorMittal Gand ne vit pas sous le même régime qu'un sidérurgiste liégeois. Qu'est-ce qui empêcherait même de voir disparaître les accords interprofessionnels nationaux? Ces « grands accords » ne sont jamais plus que des compromis minimalistes et boiteux qui finalement génèrent des tensions dans les secteurs ou les entreprises, alors qu'au départ ils devaient être un socle commun satisfaisant pour tous et garantissant un minimum de progrès social là où les travailleurs sont les moins bien organisés...

Au fond, nous venons peut-être, au soir du 13 juin, de toucher un gros gain au Lotto. Nous avons la chance historique de faire bouger les choses, parce que le paysage politique s'est clarifié au Nord comme au Sud, avec deux forces prépondérantes et peut-être pas si antagonistes qu'on le croit. Il y a des convergences objectives entre les projets de la N-VA et le fédéralisme radical du PS. Certes les premiers sont plus durs et vont plus loin, mais ils admettent déjà qu'ils ne pourront aller au bout de leur programme. Et, certes, ce ne sera pas aisé sur le plan des politiques sociales et économiques, la N-VA étant du genre thatchérien. Mais les libéraux du VLD et leur petit frère MR étaient-ils progressistes sur ces plans-là?

Quant à Bruxelles, on l'a écrit ici : s'il est indispensable que la région capitale soit une région à part entière (et sur ce point, c'est vrai, il y a une forte opposition avec les nationalistes flamands), il n'est pas question de « mourir pour BHV » et de subordonner une réforme qui peut être porteuse pour l'ensemble des Wallons aux caprices de quelques nantis qui ont choisi d'aller vivre dans quelques communes de la périphérie pour des raisons avant tout financières.

En 2006, les métallos de la FGTB avaient choisi la voie de l'autonomie, en créant d'une part la MWB et de l'autre l'ABVV Metaal. Depuis, nous n'avons eu qu'à nous féliciter de cette décision qui nous donne plus de liberté et de capacité d'agir. J'en suis sûr : une nouvelle et profonde réforme institutionnelle, aujourd'hui à notre portée, sera, elle aussi, tout bénéfique pour les travailleurs de Wallonie.

Francis Gomez

EDITION  
SPECIALE

MÉTAL  
LIÈGE - LUXEMBOURG  
MWB  
MÉTALLOS  
ROUGE  
LE MENSUEL DES

